

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 06 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AGRIAL SCA**

ZI de Tivoli - Boulevard des Tourelles  
72800 Le Lude

Références : 2025-540\_INSP\_AGRIAL – Le Lude\_RAP  
Code AIOT : 0006301764

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement AGRIAL SCA implanté ZI de Tivoli - Boulevard des Tourelles 72800 Le Lude. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRIAL SCA
- ZI de Tivoli - Boulevard des Tourelles 72800 Le Lude
- Code AIOT : 0006301764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le silo du Lude est considéré comme un silo à enjeux très important en raison de son environnement sensible. Un magasin ERP et le boulevard des Tourelles sont notamment présents dans la zone forfaitaire de 50 m. La maison présente dans l'enceinte de l'établissement n'est plus en location et appartient désormais à Agrial.

L'activité comprend deux silos verticaux composés du silo n°1 (8 cellules et 4 boisseaux) et le silo n°2 (10 cellules). Il n'y a plus qu'un séchoir en utilisation et le site comporte également un stockage d'engrais en dessous du seuil de déclaration.

Le site a transmis début 2023 à l'inspection un dossier de porter à connaissance relatif à la rénovation de l'unité de séchage : suppression de 2 petits séchoirs, rénovation du troisième séchoir et remplacement des capacités de stockage des grains humides. Dans son dossier, l'exploitant conclut sur le caractère non substantiel de sa modification. Le dossier est en cours d'instruction.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Équipements à l'origine de départ de feu - installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Empoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Repères d'empoussièr ement	Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 15	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Capteur de déport de bandes	Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 17	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Séchoirs - mise en oeuvre	Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 22	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 21	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours et 2 mois
12	Uniformité moyens de protection contre les explosions	Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 19	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Débroussaill ement	Arrêté Préfectoral du 01/07/2019,	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		article 3			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Maintenance - travaux par point chaud et permis feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Susceptible de suites	Sans objet
4	Appareils ATEX	Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 16	/	Sans objet
6	Qualification d'équipement - transporteurs à bande	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Susceptible de suites	Sans objet
7	Qualification d'équipement - transporteurs à bande	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
9	Séchoirs - entretien	Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 22	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis d'aborder certaines suites de la visite du 11/07/2023 lesquelles sont : les permis-feu, le contrôle des installations électriques, l'empoussiérage et les transporteurs à bande.

De manière générale, le silo est apparu bien entretenu.

Pour autant, des zones d'empoussièrment ont été relevées en toitures des boisseaux de chargement et sur les structures du silo n°2 principalement. De plus, il est demandé de rendre les témoins d'empoussièrment du silo plus visible.

Quatre tests sur les déports de bandes ont été réalisés. Ils ont tous été concluants. L'inspection a pu constater la mise en œuvre des asservissements attendus : l'arrêt de l'aspiration puis l'arrêt de la manutention durant chacun des tests.

Lors des tests, un agent du silo était présent au niveau du poste de commande et a confirmé le

renvoi du défaut sur le tableau de bord (message d'erreur avec description du défaut). Cependant, les transporteurs à bandes n'étaient pas signalés en défaut (absence de signal rouge). L'exploitant devra donc s'assurer que le tableau de bord notifie la mise en défaut des transporteurs de bandes .

Le séchoir du site n'était pas mis en service lors de la visite, la période de séchage n'ayant pas débuté. L'inspection a pu constater que des contrôles annuels du séchoir (nettoyage, vidanges, tests) ont été réalisés en amont de la mise en service de ce dernier.

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, les extincteurs sont suivis annuellement. Des améliorations sont attendues sur le formalisme du rapport de contrôle et la signalétique de certains extincteurs est à revoir.

L'exploitant s'assurera que le débit du poteau incendie situé boulevard de Tournelles est suffisant en cas d'incendie du silo.

Des informations complémentaires sont attendues sur la présence de RIA au niveau du séchoir.

Une action de débroussaillage en bordures du silo n°2 est attendue.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires relatives à la mise en conformité des installations électriques en vue qu'elles ne puissent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maintenance - travaux par point chaud et permis feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 4 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 :</u> La réalisation de <b>travaux susceptibles de créer des points chauds</b> dans ces zones doit faire l'objet d'un <b>permis de feu</b> , délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.  <u>Article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/09/2016 :</u> La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.  Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.  Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
- la durée de validité,
- la nature des dangers, le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),
- les moyens de protection mis à disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques suffisantes pour éviter l'incendie ou l'explosion.

#### **Constats :**

Lors de la visite du 11/07/2023, l'inspection a questionné l'exploitant sur les durées des permis-feu. La réglementation autorise la délivrance d'un permis-feu sur une durée d'une journée maximum. Au sein du carnet de bord du site, des permis-feu étaient établis pour une durée d'une semaine.

Lors de la présente visite, le responsable silo a présenté le carnet de bord du silo, qui comprend les permis de feu du site depuis novembre 2023 (les permis-feu précédents ont été archivés). Des permis de feu ont été analysés par sondage.

L'inspection apporte les observations suivantes sur les permis-feu :

- la durée de délivrance d'un permis feu allait jusqu'à une journée maximum,
- le permis-feu retranscrit le travail par points chauds réalisé, identifie le responsable du permis, l'intervenant et les instructions de sécurité (avant, pendant et après le travail),
- le permis-feu exige obligatoirement la réalisation d'une ronde 1 heure après la fin des travaux par le personnel du site.

Le formalisme des permis-feu répond aux attentes réglementaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Équipements à l'origine de départ de feu - installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des installations électriques

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### **Prescription contrôlée :**

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment

lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un **rapport annuel**.

Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- **l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;**

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

### **Constats :**

Lors de la visite du 11/07/2023, l'inspection a questionné l'exploitant sur les conditions de contrôles des installations électriques par thermographie. Plus particulièrement, sur les critères appliqués pour déterminer les écarts majeurs. L'exploitant n'a pas apporté de réponse sur cette observation et n'a pas reconduit d'opération de contrôle des installations électriques par thermographie.

Le compte-rendu de vérification périodique du 10/07/2023 a recensé 6 non-conformités amenant à conclure que les installations électriques présentaient un risque d'incendie ou d'explosion (domaine Q18).

Lors de la visite du 11/07/2023, 4 non-conformités ont été levées. Les non-conformités restantes sont :

- Tableau : POSTE HT : Réglage/Calibre incorrecte de la protection de court-circuit du(des) circuit(s) (2020),
- Tableau : Armoire A1 : Le pouvoir de coupure des disjoncteurs de type UNELEC n'est pas mentionné sur les disjoncteurs (2021).

Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté les derniers contrôles des installations électriques de son site. Les installations électriques du silo a été contrôlé le 14/10/2024 et le nouveau séchoir a été contrôlé le 14/01/2025. Le contenu des contrôles est analysé ci-dessous.

#### Contrôle des installations électriques du silo :

Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté :

- le rapport de vérification quadriennal des installations électriques du silo en date du 14/10/2024,
- le certificat Q18 relatif au contrôle de vérification du 14/10/2024,
- un suivi de la prise en charge des observations du contrôle du 14/10/2024,
- une facture d'intervention d'un organisme extérieur sur la mise en conformité de certaines observations.

Le compte-rendu de vérification périodique du 14/10/2024 a recensé 19 observations, dont 6 nouvelles.

Dans le domaine Q18, 6 non-conformités ont été relevées menant à conclure que les installations présentent un risque d'incendie ou d'explosion.

Lors de la visite, 5 non-conformités ont été levées, dont celle au niveau de l'armoire A1.  
Une non-conformité persiste au niveau du poste HT. Pour rappel, cette non-conformité date de 2020.

Parallèlement, le rapport relate qu'à la demande de l'exploitant et pour des raisons d'exploitation, le rapport relate que les contrôles sur les installations haute tension n'ont pas pu être effectués et que les essais de fonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduels n'ont été réalisés que partiellement.

**=> l'exploitant planifiera une intervention au niveau du poste HT sur une période idoine.**

**Il présentera un justificatif programmant la levée de la non-conformité. Une fois l'intervention réalisée, l'exploitant informera dans les meilleurs délais l'inspection de la levée de la non-conformité.**

4 autres observations du rapport de vérification électriques ont été traitées en interne. Au total, 9 observations sur 19 ont été traitées lors de la visite.

**=> l'exploitant proposera un plan d'actions permettant de solder l'ensemble des observations du rapport de contrôle des installations électriques du silo.**

#### Contrôle initial des installations électriques du séchoir :

Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté :

- le rapport de vérification initiale des installations électriques du séchoir en date du 14/01/2025,
- le certificat Q18 relatif au contrôle de vérification du 14/01/2025,
- un devis de prise en charge de certaines non-conformités par un organisme extérieur en date du 12/03/2025,
- une facture de programmation de l'intervention de l'organisme extérieur pour le 24/04/2025.

Le compte-rendu de vérification périodique du 14/01/2025 a recensé 12 observations.

Dans le domaine Q18, 5 non-conformités ont été relevées menant à conclure que les installations présentent un risque d'incendie ou d'explosion.

Lors de la visite, l'exploitant a justifié la levée de 2 non-conformités en présentant une facture d'intervention.

3 non-conformités persistent au niveau du local service électrique du séchoir.

Suite au rapport de contrôle Q18, l'exploitant a engagé une démarche de mise en conformité via l'intervention d'un organisme extérieur. Ce dernier est intervenu sur les 9 premières non-conformités du rapport de contrôle.

**=> l'exploitant planifiera une intervention au niveau du local électrique du séchoir sur la période idoine (demande 4).**

**Il présentera un justificatif programmant la levée de la non-conformité. Une fois l'intervention réalisée, l'exploitant informera dans les meilleurs délais l'inspection de la levée de la non-conformité (demande 3).**

Au total, 2 observations sur 12 ont été traitées lors de la visite.

**=> l'exploitant présentera un plan d'actions permettant de solder l'ensemble des observations du rapport de contrôle des installations électriques du séchoir (demande 5).**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demandes de l'inspection :



<p>1- sous un délai de 30 jours, l'exploitant planifiera une intervention au niveau du poste HT sur une période idoine.</p> <p>2- sous un délai maximal de 30 jours suite à l'intervention, l'exploitant informera dans les meilleurs délais l'inspection de la levée de la non-conformité,</p> <p>3- sous un délai de 30 jours, l'exploitant présentera un plan d'actions permettant de solder les 10 observations restantes du rapport de contrôle des installations électriques du site (silos et séchoir).</p> <p>4-sous un délai de 30 jours, l'exploitant planifiera une intervention au niveau du poste électrique du séchoir sur une période idoine.</p> <p>5- sous un délai maximal de 30 jours suite à l'intervention, l'exploitant informera dans les meilleurs délais l'inspection de la levée de la non-conformité.</p> <p><b>L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004. Pour justifier le respect de cet article, l'exploitant transmet :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport Q18 concluant à l'absence de risques d'incendie et d'explosion ou tout justificatif au moins équivalent,</li> <li>- la présentation des mesures prises pour un suivi efficace des observations/ non conformités de l'organisme de contrôle avec les mesures correctives prises.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

### N° 3 : Empoussiérage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des installations
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les <u>procédures d'exploitation</u>. Les <u>dates de nettoyage</u> doivent être indiquées sur un <u>registre</u> tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 11/07/2023, l'inspection a constaté la forte présence de poussières au niveau de la cellule numéro 2 du silo n°1. Suite à ce constat, l'exploitant s'est engagé à procéder à un plan d'actions rapide.</p> <p>Lors de la visite, le responsable silo a présenté le carnet de nettoyage du silo et de ses abords. L'exploitant ne dispose pas de procédure de nettoyage. Les nettoyages sont réalisés quotidiennement sur les installations présentant un état d'empoussièrement constaté par l'un des agents du silo (un responsable de silo et 2 à 3 saisonniers). Ces derniers sont en charge du nettoyage.</p> <p>De manière générale, le silo est apparu bien entretenu.</p> <p>Pour autant, des zones d'empoussièrement ont été relevées sur les emplacements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en toitures des boisseaux de chargement,</li> <li>- sur une tuyauterie en hauteur au 2<sup>e</sup> étage de la tour de manutention,</li> <li>- sur les structures des cases du silo n°2.</li> </ul> <p><b>=&gt; l'exploitant procédera au nettoyage des éléments présentés dans le rapport, plus particulièrement sur les structures du silo n°2.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procédera au nettoyage de la toiture des boisseaux de chargement, du tuyau de la tour de manutention et des structures du silo n°2, sous un délai de 30 jours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

#### N° 4 : Appareils ATEX

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies par la réglementation relative aux produits et équipements à risques destinés à être utilisés en atmosphère explosive ;</li> <li>• ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammable en nuage, et de la température d'inflammable en couche de 5 mm diminuée de 75°C.</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'inspection a vérifié que les appareils susceptibles d'être à l'origine d'explosion disposaient d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum.</p> <p>Il a pu être constaté que le moteur de l'élévateur n°1 de la tour de manutention et que l'aspirateur, utilisé pour les opérations de nettoyage dans le silo, possédaient des indices de protection IP55 et IP64 respectivement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Repères d'empoussièrement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Visibilité repères d'empoussièrement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 15 - Nettoyage des locaux</u> [...] Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les témoins d'empoussièrement, plus particulièrement ceux de la tour de manutention et du séchoir, sont apparus effacés. <b>=&gt; l'exploitant s'assurera d'une visibilité optimale du marquage des témoins d'empoussièrement.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procédera à la peinture des témoins d'empoussièrement sous un délai de 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : Qualification d'équipement - transporteurs à bande**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Non-propagation de la flamme</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de <u>bandes non propagatrices de la flamme</u>.</p>

**Constats :**

Lors de la visite du 11/07/2023, l'inspection a constaté que les bandes transporteuses s'abîmaient sur les côtés laissant apparaître des ficelles.

Suite à la visite du 11/07/2023, l'exploitant a transmis les certificats de conformité des 2 transporteurs à bandes des silos 1 et 2, en date du 13/03/2002.

Ces certificats attestent que les bandes répondent à normes d'auto-extinguibilité ISO 340.

La durée d'utilisation des bandes n'est pas indiquée sur les certificats. En l'absence de contre-indication sur la durée de vie des bandes, les dispositions sont considérées comme conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Qualification d'équipement - transporteurs à bande**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Anti-statiques

**Prescription contrôlée :**

[...]

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

[...]

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

**Constats :**

Les certificats des bandes en date du 13/03/2002 attestent que ces dernières répondent à la norme de conductivité ISO 284.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Capteurs de déport de bandes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de sécurité des installations

**Prescription contrôlée :**

Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant et les compléments qui ont suivi, les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à détecter et stopper tout

fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes.

Équipements	Mesures de prévention – détecteurs de dysfonctionnements
Transporteurs à bandes	TITRE 1 Arrêts d'urgence TITRE 2 Aspiration en jetée TITRE 3 Contrôleurs de rotation <b>TITRE 4 Capteurs de déport de bandes</b> TITRE 5 Détecteurs de surintensité moteurs TITRE 6 Bandes antistatique et auto-extinguibles TITRE 7 Capotage

#### Constats :

Des essais ont été réalisés sur les capteurs de déports de bandes suivants :

- capteur de déport de bande sur le transporteur à bandes de l'élévateur n°1 de la tour de manutention,
- capteur de déport de bande sur le transporteur à bandes, situé à l'entrée du silo n°2,
- capteur de déport de bande sur le transporteur à bandes, situé en fin du silo n°2,
- capteur de déport sur le transporteur à chaînes en sortie du séchoir (à destination du silo n°2).

Tous les essais ont été concluants.

Une temporisation d'environ 20 secondes est estimée entre la détection et l'arrêt des machines.

Les systèmes d'asservissements se sont activés : arrêt de l'aspiration puis arrêt de la manutention (suite à l'absence d'aspiration).

Au niveau du tableau de bord, à l'entrée du silo. L'opérateur a confirmé que le message de détection et que les systèmes d'asservissement étaient retranscrits. Cependant, lors des tests sur les transporteurs de bandes, les installations ne se sont pas affichées en défaut sur le tableau de bord (absence de signal rouge).

**=> l'exploitant investiguera sur le non-report de la mise en défaut des transporteurs à bandes du silo sur le tableau de bord.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assurera du report de la mise en défaut des transporteurs à bandes sur le tableau de bord, sous un délai de 6 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 9 : Séchoirs - entretien

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 22

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les travaux sur la refonte du séchoir ont permis : l'installation de nouveaux boisseaux de stockages de céréales humides, la réhabilitation du séchoir n°3 et le démantèlement des 2 autres séchoirs du site.

L'exploitant a déposé un porter à connaissance sur cette modification le 22/12/2022. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction par l'inspection.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un bon d'intervention sur le séchoir en date du 27/06/2025, attestant du contrôle annuel du brûleur gaz du site.

Le compte-rendu d'intervention détaille les interventions suivantes :

- contrôle et nettoyage de la chambre de combustion et du brûleur,
- contrôle et nettoyage des électrodes, des sondes et des cellules,
- contrôle et nettoyage de la turbine et du moteur,
- dégrippage du servo moteur et contrôle de la tringlerie,
- contrôle des connexions électriques du brûleur,
- contrôle et nettoyage du pressostat air et combustion,
- contrôle du pressostat gaz (minimum et maximum),
- contrôle de l'étanchéité gaz,
- contrôle de la pression foyer, air et gaz,
- mise en service du brûleur et séchoir,
- contrôle de l'étanchéité du réseau gaz,
- réalisation d'essais à vide, contrôle des sécurités et de l'étanchéité gaz.

Lors de la visite, le responsable de silo a présenté la fiche de vie du séchoir.

Le responsable silo a expliqué que 2 à 3 personnes sont en charge du pilotage du séchoir lorsqu'il est en marche (le responsable de silo et 1 à 2 saisonniers formés par le groupe AGRIAL).

La fiche de vie du séchoir retranscrit les actions de nettoyage, de début de séchage, de recyclage et de vidange de l'installation.

L'exploitant a indiqué que la mise en œuvre du séchoir se déroulerait durant la semaine 39 ou 40. Le séchoir n'était donc pas en marche lors de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Séchoirs - mise en œuvre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 22

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en œuvre

**Prescription contrôlée :**

Règles d'exploitation :

1 - Pendant les phases de fonctionnement des séchoirs, toutes les dispositions utiles sont prises pour permettre l'alimentation en continu de la colonne de grains.

2 - Avant la mise en route des séchoirs, il doit être procédé à un nettoyage soigné de la colonne sècheuse et de ses accessoires (systèmes de dépoussiérages, parois chaudes...). Ces opérations sont effectuées chaque fois que cela est nécessaire pendant la campagne de séchage et en particulier lors d'un changement de produits à sécher. Lorsque les produits sont particulièrement humides, la colonne de séchage sera totalement vidangée tous les 15 jours (séchage de maïs notamment)

3 - Les céréales ou les grains à sécher sont préalablement nettoyés de façon correcte avant leur introduction dans le séchoir. Les impuretés telles que rafles, feuilles, débris, végétaux, sont éliminés par un émotteur - épurateur et, si nécessaire, par un nettoyeur - séparateur d'une capacité de traitement adapté à la capacité de séchage ou nettoyés de la même manière préalablement sur un autre site. Les produits susceptibles d'être en cours de fermentation ne sont pas introduits dans les séchoirs.

**Constats :**

L'inspection apporte les observations suivantes sur le respect des règles d'exploitation du séchoir :

1- Lors de la visite, il a pu être constaté que les zones de stockages humides permettent l'alimentation en continu de la colonne de grains.

2- le nettoyage des installations du séchoir a été réalisé le 27/06/2025, comme l'atteste le bon d'intervention de juin 2025.

Le site accueille uniquement du maïs à sécher, il n'y a donc pas de changement de produits.

L'exploitant a indiqué que la colonne de séchage n'était jamais vidée lors de la saison de séchage (d'octobre à mars).

**=> la colonne de séchage n'est pas vidangée tous les 15 jours, comme exigé dans l'arrêté préfectoral du 21/09/2016. L'exploitant est tenu de respecter la prescription de son arrêté préfectoral. En cas d'impossibilité de respecter cette prescription, l'exploitant peut solliciter un aménagement de prescription en proposant des mesures compensatoires à travers un porter à connaissance adressée à la préfecture de la Sarthe.**

3- le nettoyeur par rotation a été observé lors de la visite. Ce nettoyeur est présent dans la tour de manutention, les grains sont nettoyés avant l'entrée dans le séchoir.

L'exploitant a déclaré que les filtres du nettoyeur sont vérifiés une fois par semaine.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est tenu de respecter la prescription de vidange de la colonne de séchage. En cas d'impossibilité de respecter cette prescription, l'exploitant peut solliciter un aménagement de prescription en proposant des mesures compensatoires à l'aide d'un porter à connaissance adressée à la préfecture de la Sarthe.

L'exploitant s'assurera du respect de la prescription ou sollicitera un aménagement de la prescription sous un délai de 6 mois.

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs, colonne sèche et poteau incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 20 - Moyens de lutte contre l'incendie</u> [...]</p> <p>L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie interne et externe adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des extincteurs portatifs adaptés aux risques, en nombre suffisant, judicieusement répartis dans l'établissement. Les extincteurs doivent être visibles, accessibles, accrochés à un élément fixe, entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement ;</li> <li>• les séchoirs sont équipés de colonnes sèches en partie haute et de robinets d'incendie armés implantés de façon à ce que toutes les parties du séchoir puissent être efficacement atteintes ;</li> <li>• 1 colonne sèche dans la tour du silo 1 à tous les étages, conformes aux normes et aux réglementations en vigueur ;</li> <li>• un poteau incendie de 100 m normalisé (NFS.61.213) piqué sur une canalisation assurant un débit unitaire minimum de 1 000 l/mn, sous une pression de 1 bar (NFS.600.200) placé sur le boulevard des Tourelles ;</li> </ul> <p>Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Extincteurs :</u> Lors de la visite, l'inspection a constaté des irrégularités sur la signalétique des extincteurs sur site, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- extincteur du séchoir : l'extincteur n'était pas accompagné d'un affichage,</li> <li>- extincteur du silo n°1 : présence d'un affichage mais absence d'extincteur.</li> </ul> <p><b>=&gt; l'exploitant s'assurera que les extincteurs du site sont correctement signalés.</b></p> <p>L'exploitant a présenté le compte-rendu de l'intervention sur la conformité des extincteurs du site en date du 04/06/2025. Le rapport de contrôle retranscrit des non-conformités sans statuer sur le remplacement ou la mise en conformité de l'extincteur. Pour autant, lors de la visite, l'inspection a pu constater que certaines non-conformités présentes dans le rapport ont été soldées.</p> <p><b>=&gt; l'inspection encourage l'exploitant à reprendre le formalisme du rapport de contrôle des extincteurs afin de s'assurer de leur mise en conformité.</b></p> <p><u>Séchoirs :</u> La présence de colonne sèche en partie haute du séchoir a été constatée par l'inspection. La présence de RIA n'a pas été observée lors de la visite.</p> <p><b>=&gt; l'exploitant justifiera de la présence de RIA au niveau du séchoir.</b></p> <p><u>Silo n°1 :</u></p>



La colonne sèche du silo n°1 a été observée lors de l'inspection.

Poteau incendie :

Le poteau incendie a été observé lors de l'inspection.

=> **l'exploitant justifiera que le débit du poteau incendie est supérieur à 1 000 l/mn sous 1 bar.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demandes de l'inspection :

1- sous un délai de 2 mois, l'exploitant s'assurera que les extincteurs du site sont correctement signalés,

2- sous un délai de 30 jours, l'exploitant justifiera la présence de RIA au niveau du séchoir,

3- sous un délai de 30 jours, l'exploitant justifiera le débit du poteau incendie placé sur le boulevard des Tourelles. En cas d'absence de mesure de débit récente, l'exploitant sollicitera une mesure du débit auprès de la municipalité et informera l'inspection de cette sollicitation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours et 2 mois

**N° 12 : Uniformité des moyens de protection contre les explosions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, Signalétique fermeture porte silo n°1

**Prescription contrôlée :**

Article 19 - Moyens de protection contre les explosions

a) Événements et surfaces soufflables

Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention,...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs suivants permettant de limiter les effets d'une explosion :

Localisation	Caractéristique de la structure	Dimension des surfaces soufflables	Pstat* (mbar)
...			
silos 1 et 2 - cellules ouvertes	Couverture en fibrociment plaques de polycarbonate bardage métallique	> 500 m <sup>2</sup>	32,1 10 30
...			

\*Pression statique d'ouverture

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. **L'exploitant doit s'assurer de leur efficacité et de leur pérennité.**

<p><b>Constats :</b></p> <p>La passerelle qui relie le silo n°1 au silo n°2 est bordée par une porte en sortie du silo n°1 et une porte à l'entrée du silo n°2.</p> <p>Les moyens de protection contre la propagation d'une explosion du silo n°1 sont assurés par un bardage métallique. La porte du silo n°1 permet d'assurer la continuité du système de protection. Ainsi, il est nécessaire que les portes restent en position fermée en l'absence de passage des agents du silo.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a observé une consigne indiquant de fermer la porte de sortie du silo n°1. Il est apparu que cette consigne n'est pas suffisamment visible.</p> <p><b>=&gt; dans la mesure où la consigne de fermeture de la porte n'est pas optimale, il est demandé à l'exploitant de signaler plus visiblement que la porte doit être fermée (à l'aide d'un panneau par exemple) ou d'installer un ferme-porte.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant signalera plus visiblement que la porte en sortie du silo n°1 doit être fermée ou installera un ferme-porte afin que cette dernière soit constamment fermée en l'absence de passage des agents.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 13 : Débroussaillage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, obligations légales de débroussaillage</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 11/07/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3- Périmètre et responsabilité des travaux de débroussaillage :</p> <p>Conformément à l'article L.131-11 du code forestier, le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires aux abords des habitations, constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres, y compris sur les fonds voisins (cf. article 7). Les termes « habitations, constructions, chantiers et installations de toute nature » recouvrent notamment les éléments suivants (liste non exhaustive) : cabanon de jardin, garage, piscine, atelier, hangar, serre permanente, cimetière, terrain de sport, aire de stationnement, dépôt de véhicule, habitation légère de loisir, caravane, terrain de camping, parc résidentiel de loisir, aire d'accueil des gens du voyage, carrière, éolienne, parc photovoltaïque, poste électrique, antenne, radar, relais.</p> <p>Les travaux de débroussaillage sont à la charge du propriétaire des habitations, constructions,</p>

chantiers et installations de toute nature y compris sur les fonds voisins (cf. article 7).
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 11/07/2023, l'inspection a observé qu'une forêt d'arbres jouxtait le bâtiment contenant le silo n°2.</p> <p>Lors de la présente visite, des herbes hautes ont été observées entre le silo n°2 et le début de la forêt.</p> <p><b>=&gt; l'exploitant procédera à un nettoyage de la zone entre le silo n°2 et la forêt d'arbres en bordures du site.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de 2 mois, l'exploitant procédera au débroussaillage en bordures du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois